



LA FEDERATION COMMUNIQUE

HAUSSE DU PRIX DES CÉRÉALES

ILS SPÉCULENT SUR LA FAIM

Les prix des céréales (blé, maïs, soja) sur le marché mondial explosent une nouvelle fois. Se profile le spectre des émeutes de la faim de 2008. Les « spécialistes » des marchés agricoles mondiaux ne tarissent pas sur la baisse des rendements et l'impossibilité de reconstitution des stocks dues aux conditions météorologiques défavorables. Les conditions climatiques ont bon dos. La responsabilité des gouvernements est passée aux oubliettes. Si aujourd'hui, le prix du maïs atteint des sommets, personne ne parle de son augmentation de 48 % entre 2008 et 2011, due à la promotion de la production des agrocarburants aux Etats-Unis décrétée « cause nationale » et élément essentiel aujourd'hui des déséquilibres de production. Alors que des milliers d'êtres humains meurent de faim, la terre est accaparée pour d'autres objectifs que l'alimentation.

L'assujettissement de l'agriculture aux lois du marché capitaliste, la libéralisation des échanges agricoles et la mise en concurrence des agricultures du monde imposés par les organismes internationaux et les impérialismes étatsunien et européen conduisent à la casse de tous les outils de contrôle et de régulation des marchés agricoles. Cette logique capitaliste, définie on ne peut mieux par la Banque mondiale, engendre une volatilité des prix agricoles qui profite aux appétits financiers des grands groupes agroalimentaires, du négoce et des fonds d'investissements. Ils spéculent sur la faim de milliers d'êtres humains sans état d'âme.

Les crises agricoles et la flambée des cours des denrées alimentaires sont récurrentes. Leurs conséquences sont dramatiques. La spéculation sur les céréales induit une hausse du prix des produits alimentaires. De plus, la hausse du coût de l'alimentation animale met en péril les filières d'élevage. Cette spéculation sur les produits agricoles, la hausse insupportable du prix des produits alimentaires et l'augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim mettent au banc des accusés les intérêts privés dominant l'alimentation. Les salariés, nombre d'agriculteurs, les consommateurs sont les victimes de ces logiques destructrices de rentabilité financière. Ils en subissent de nouveau les conséquences.

Comme on pouvait s'en douter, la réunion du G20, sous la présidence de Sarkozy en 2011 en accord total avec l'assujettissement de l'agriculture aux lois du marché capitaliste, n'a rien réglé. En se prononçant hypocritement pour une transparence des transactions sur les marchés à terme et sur les stocks, le G20 a, de fait, accéléré et officialisé la course à la spéculation sur un élément vital pour les populations, la constitution de réserves stratégiques a même été exclue des solutions à construire.

Le gouvernement français doit sortir de cette logique et imposer des politiques publiques de régulation des prix et des marchés agricoles. Il doit revenir à un contrôle public des prix alimentaires. Dans le même temps, le patronat doit répondre aux revendications d'augmentation des salaires pour une relance réelle de la consommation.

Montreuil, le 9 août 2012